

Communiqué

FAISONS DU 5 NOVEMBRE UN TRÈS GRAND RAPPORT DE FORCE !

27 septembre, 17 octobre, 24 octobre, autant de journées d'action où les retraitées et les retraités des Finances sont massivement descendus dans la rue aux côtés de toutes celles et de tous ceux qui luttent contre la vie chère, aux côtés de ces lycéennes et de ces lycéens, de ces étudiantes et de ces étudiants qui luttent pour étudier dans de meilleures conditions et faire supprimer PARCOUPSUP un outil de sélection anxiogène et inadapté. Le principe de notre République c'est l'égalité des droits et la réussite de tous les jeunes.

Globalement, tous ensemble, nous avons lutté pour l'amélioration de tous les services publics, l'éducation, la santé, ... services publics qui sont les ciments de la société.

Nous avons lutté contre le racisme ambiant alimenté par les discours de l'extrême droite et des médias qui en font la promotion jour après jour ce qui conduit à des drames comme à Trappes.

Notre colère n'est pas retombée face à un gouvernement qui n'entend pas l'ensemble des revendications et qui utilise la force pour réprimer la jeunesse avec nombre de nos jeunes blessés ou mutilés.

Parce que ce gouvernement s'acharne à maintenir les privilèges de classe d'une minorité dont les profits ne cessent de progresser – les dividendes ont augmenté de 61 milliards au deuxième trimestre – il génère une violence sociale et nous savons qu'on ne répond à celle-ci que par le dialogue et par la satisfaction des revendications et non par l'interdiction des manifestations ou leur encadrement.

Le 5 novembre, nous serons présentes et présents, dans la solidarité intergénérationnelle, pour l'augmentation des salaires et des pensions, pour l'augmentation des minimas sociaux, des indemnités chômage et pour des mesures urgentes contre la vie chère avec comme urgence le blocage du prix des carburants et la contribution des compagnies pétrolières qui se sont gavées de la crise géopolitique.

Nous porterons haut et fort notre du 100% Sécurité sociale et ses fondements originels : de chacun selon ses besoins à chacun selon ses moyens.

Face aux revendications, nos propositions de financement !

La Fédération des Finances CGT a produit un contre budget 2017 qu'elle a mis au service de toute la confédération CGT. Nous retraitées et retraités, nous nous engageons à le populariser pour mettre en échec deux stratégies du gouvernement :

- Il faudrait faire des économies à hauteur de 54 milliards d'euros pour faire plaisir aux marchés et au capital ? Non bien au contraire, il faut augmenter les dépenses sociales, augmenter salaires et pensions pour redynamiser une économie atone et augmenter les recettes : c'est notre projet d'une grande et ambitieuse réforme fiscale avec le renforcement des moyens humains dans toutes les administrations de BERCY et dans le secteur semi-public économique et financier pour promouvoir le pôle financier public dont nous avons tant besoin !
- La dette serait une menace pour l'économie française ? Non, ce sont les marchés financiers qui mettent la pression sur le gouvernement en augmentant les taux d'intérêts et donc les intérêts de la dette. Non seulement notre Fédération, à travers ses webinaires, a expliqué les mécanismes de la dette mais aussi a proposé les outils dont disposent les autorités monétaires : une politique monétaire sélective qui s'attaque à la pression des marchés en durcissant leurs conditions de refinancement et en favorisant le financement de l'économie réelle, de la transition écologique et la rénovation des services publics.

Face à la colère de la jeunesse, le gouvernement recule un peu ... mettons le en échec dans le cadre des lois de finances pour 2027.

Le gouvernement, plus que minoritaire, ne parvient pas à imposer son agenda à l'Assemblée nationale.:

Le PLF a été rejeté en commission et le vote solennel en séance publique est reporté à cause des nombreux amendements. C'est un premier recul imposé au gouvernement, qui prouve que rien n'est joué, et qu'il doit revoir sa copie de fond en comble.

Pour les retraitées et les retraités, le PLFSS est profondément antisocial :

- Sous-indexation ou le gel des pensions de retraite au-delà de 1260 euros selon des seuils fixés par décret. 67 % des retraités sont concernés, alors que leur pension a déjà baissé de 6,5% depuis 1999 et que le taux de pauvreté des retraités ne cesse d'augmenter, passant de 7% en 2017 à 10,6% en 2024.
- Concrètement cela peut signifier 1000 à 2000 € de perte de revenu pour un couple de retraité.es dans la moyenne.
- Nouvelle cure d'austérité pour l'hôpital et la santé avec un objectif national de dépenses d'assurance maladie plafonné à 2%.
- Afin de faire les yeux doux à l'extrême droite, le gouvernement prévoit également l'imposition d'une condition d'un an de séjour pour l'accès aux prestations familiales et aux APL pour les étrangers extra-communautaires en situation régulière. C'est une mesure de discrimination raciste qui touchera mettra en difficultés près de 110 000 personnes, dont 30 000 enfants.

**Seul le très grand rapport de force le 5 novembre obligera le gouvernement à renoncer à ses funestes projets :
Les retraitées et les retraités des Finances répondront : PRESENTS !**